L'UE et les Balkans de l'Ouest : un monde sans fin ? [1]

Dr. Oana-Cristina Popa
Ancien ambassadeur de la Roumanie en République de Croatie (2005-2009)
Ministère des affaires étrangères, Roumanie

Synergies *Roumanie* n° 6 - 2011 pp. 241-246

Résumé : Les Balkans occidentaux ont achevé l'année 2010 sous le feu des projecteurs. Une série de bonnes nouvelles a démontré que les anciens États yougoslaves ont partiellement réussi à rompre avec le passé. Ainsi, la levée des visas permettant la libre circulation dans l'espace Schengen pour les ressortissants de la Bosnie-Herzégovine et de l'Albanie intervenue à la fin 2010, a représenté une victoire. Désormais, tous les citoyens des Balkans de l'Ouest peuvent circuler librement en Europe malgré des réticences de certains États européens "vétérans" qui redoutent une augmentation de l'immigration illégale. D'un point de vue économique, la coopération régionale s'est améliorée et les investissements étrangers ont augmenté. La région a conservé à un niveau élevé son potentiel économique et de développement, malgré la crise financière globale. Mais les Balkans de l'ouest ont été dans le collimateur de la presse et du monde politique international surtout pour d'autres informations, pas si valorisantes, celles liées à la corruption et au crime organisé. La question qui se pose est de savoir ce que toutes ces nouvelles représentent pour l'UE. Un nouveau départ ou la révélation d'un passé qui va compliquer son élargissement vers cette région ?

Mots-clés : Balkans occidentaux, élargissement, l'Union européenne, intégration

Abstract: The Western Balkans concluded the year 2010 in the spotlight. A number of good news showed that the ex-Yugoslav states managed to break away with the past and move on. Thus, lifting the visas for the Schengen space opened free movement for the citizens of BiH and Albania. Now all citizens of the Western Balkans can travel freely to Europe in spite of some governments' fear that this move will increase illegal immigration. Economically speaking, regional cooperation and foreign investment grew and the region maintained a high economic potential despite the global financial crisis. But the Western Balkans have been in the eye of the storm due to other news such as spectacular scandals related to corruption and organized crime. This however may ease to some of them the road towards the EU. The question we must ask, however, is what does all this mean for the EU? A new beginning or the unveiling of a past that may further complicate matters for the EU enlargement in the region?

Keywords: Western Balkans, enlargement, European Union, integration

BDD-A2338 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 05:06:27 UTC)

Tout comme dans le roman de Ken Follet[2], les Balkans sont une région où les gens sont affectés par ce qui s'est passé il y a 200 ans, et parfois bien des années auparavant, et où les actes héroïques des ancêtres sont rappelés au quotidien.

Rien dans les Balkans ne peut être discuté sans se tourner vers le passé, et vu la manière dont la situation se présente maintenant, le chemin de l'adhésion sera long et compliqué avant que les pays des Balkans de l'Ouest ne deviennent des membres à part entière de l'Union.

Dans cette région tout est interdépendant, ce qui complique inévitablement le chemin de l'adhésion. Dans les Balkans occidentaux, rien n'évolue individuellement et rien n'est facile à prédire. A titre d'exemple, la Slovénie, seul membre de l'Union européenne parmi les ex républiques yougoslaves, a bloqué les négociations d'adhésion de la Croatie pendant presque une année, en raison d'un différend frontalier (portant sur un petit territoire maritime et terrestre). Ljubljana réclamait haut et fort que la question soit résolue avant la fin des négociations d'adhésion de Zagreb. La démarche slovène a embarrassé Bruxelles qui a été obligé à déployé d'intenses efforts pour résoudre le problème et a jeté une mauvaise lumière sur les chances de l'ensemble de la région d'adhérer à terme à l'UE. Compte tenu de la multitude de différends bilatéraux entre tous les pays de la région, personne ne peut prédire quelles autres questions similaires s'inviteront à l'avenir pour perturber les négociations.

Dans leur ensemble, les Balkans de l'Ouest posent un certain nombre de problèmes, mais individuellement, chaque pays pose à son tour certaines questions qui doivent être prises en compte lorsqu'on discute de l'avenir européen de la région.

Le premier problème toujours pas réglé est la Bosnie-Herzégovine qui reste l'un des principaux enjeux pour l'UE. Son organisation administrative complexe, sa division ethnique qui semble sans issue, ensemble avec les souvenirs frais de la guerre, de même que l'imprédictibilité globale de la région, font que la présence sur place de la communauté internationale reste indispensable. Ainsi, le rôle de l'UE est crucial car elle est la seule institution capable d'offrir (et de mettre en place) une perspective pacifique pour ce pays.

Quinze ans après la signature de l'accord de paix de Dayton (Etats-Unis) qui a mis un terme à la guerre en Bosnie, les Serbes bosniaques et les autorités de la Republika Srpska (RS, entité serbe de Bosnie), refusent de céder aux institutions centrales de Sarajevo tout levier de pouvoir qu'ils détiennent actuellement. Une telle attitude bloque les réformes institutionnelles réclamées par la communauté internationale et menace les espoirs de voir la Bosnie devenir un candidat crédible à l'adhésion. La communauté internationale souhaite négocier l'adhésion avec une Bosnie ayant des institutions centrales fortes et cohérentes. Cependant, parallèlement, la RS brandit constamment la menace d'une sécession et assure qu'elle suivrait le "modèle" du Kosovo si ses privilèges et pouvoirs actuels étaient modifiés par une décision unilatérale imposée par le Haut représentant de la communauté internationale. Les analystes estiment que la Serbie, en tant que garant de l'accord de paix de Dayton, pourrait être appelée à jouer un rôle en exerçant une influence positive auprès de la RS. Mais la Serbie jouera-t-elle ce rôle alors qu'elle n'a aucune intention de reconnaître le nouveau statut du Kosovo? En revanche, la Croatie, elle aussi signataire et garant de l'accord de Dayton, est appelée

BDD-A2338 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 05:06:27 UTC)

à tempérer les ambitions des Croates bosniaques qui s'efforcent à obtenir leur propre entité ethnique en Bosnie. Actuellement, la Bosnie, suite à l'accord de paix de Dayton, est composée de deux entités, la RS et de la Fédération croato-musulmane.

La réalité est cependant criante et se dévoile dans sa cruauté. Les Serbes et les Croates de Bosnie ne voient pas la BiH comme un Etat viable et ils regardent vers Belgrade et Zagreb lorsqu'ils parlent de la « mère patrie ». Ainsi, l'influence immense de la Serbie et de la Croatie sur l'avenir de la Bosnie sera bénéfique ou non selon leurs rhétoriques, actions ou visions d'avenir.

La deuxième question en suspens, étroitement liée à la première, concerne la Serbie. Avec la Croatie intégrant l'UE dans un avenir envisageable, la Serbie reste au centre de tout ce qui se passe dans les Balkans. Toutefois, l'attitude des autorités serbes vis-à-vis de l'Europe est parfois inconsistante. Estimant les promesses de l'UE comme étant assez vagues, la pression politique interne et le danger de voir les nationalistes revenir au pouvoir, met une pression énorme sur le président Tadic. Son régime se pose notamment la question de savoir combien de « souveraineté » le pays devrait-il céder au profit de l'UE. Cependant, il y a des signes encourageants. Fin mars 2010, la résolution condamnant le massacre perpétré en juillet 1995 par les forces serbes bosniaques à Srebrenica durant la guerre de Bosnie, adoptée par le parlement de Belgrade (bien qu'avec une maigre majorité), a donné le signal d'une certaine normalisation des relations avec la Bosnie. Les rencontres bilatérales (Croatie – Serbie) et trilatérales (Croatie-Serbie-Bosnie) qui ont eu lieu peu après au niveau de chefs d'Etat et de ministres des Affaires étrangères sont autant de signes encourageants laissant entrevoir l'espoir que ces pays souhaitent enterrer leur passé douloureux.

Mais la principale préoccupation de Belgrade est le danger d'une poursuite du démembrement de la Serbie. Alors que le Kosovo pourrait être une « cause perdue » dans l'esprit de certains hommes politiques et citoyens de Serbie, une potentielle rupture de la Voïvodine serait inacceptable. La question à ne pas poser, mais qui est sur les lèvres de tous, est de savoir que resterait-il de la Serbie dans les prochaines décennies si les frontières ne sont pas préservées ? L'UE se doit donc de garantir qu'aucune nouvelle « rupture » ne serait tolérée.

La troisième question importante pour la région est représentée par les relations encore tendues entre la Serbie et la Croatie. Cette relation bilatérale a toujours été un baromètre de la stabilité voire de l'instabilité dans les Balkans. Aujourd'hui, quinze ans après la fin du conflit serbo-croate (1991-1995) durant lequel Belgrade a soutenu les séparatistes serbes de Croatie, les relations entre les deux pays se sont améliorées d'une manière significative. Cependant, nombre de questions ouvertes perdurent : accusations réciproques de génocide, retour des réfugiés et restitution de leurs propriétés, le sort des personnes disparues durant la guerre, droits de propriété remontant à l'époque de l'ex Yougoslavie, etc. Le nouveau président croate, Ivo Jospovic, élu en janvier 2010, un expert en droit international, a été l'un des auteurs de la plainte pour génocide déposée par la Croatie contre la Serbie auprès de la Cour internationale de Justice (CIJ). Récemment, Josipovic s'est prononcé en faveur d'un retrait de cette plainte à condition que la Serbie remplisse certaines obligations. Bien que les propos de Josipovic aient été reçus comme un pas positif dans les relations bilatérales, il faut noter que le retrait de cette plainte n'entre pas dans les attributions et pouvoirs du chef de l'Etat. Une telle

BDD-A2338 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 05:06:27 UTC)

démarche est du ressort du Parlement et du gouvernement. Il faut garder à l'esprit aussi, le fait que, de son côté, la Serbie a déposé une plainte pour génocide contre la Croatie. Mais, outre ces disputes légales, les relations économiques entre les deux pays sont particulièrement dynamiques, illustrant l'énorme potentiel de réconciliation ainsi que les chances réelles d'amélioration du climat général bilatéral.

Le problème le plus épineux reste le Kosovo et la question albanaise dans la région. Il ne faut pas oublier que deux ans après la proclamation unilatérale de l'indépendance du Kosovo et sa reconnaissance par 69 Etats membres de l'ONU, cette petite entité des Balkans n'est toujours pas un Etat viable. Le Kosovo survit grâce à la présence sur son sol des institutions et organisations internationales et par conséquent grâce à leur financement. Autrement, le Kosovo représente une réelle menace pour la stabilité de la région, en particulier, et pour l'Europe, en général, en raison de la corruption rampante et du crime organisé, fléaux que l'UE et l'Otan tentent d'enrayer.

L'évolution de l'intégration des communautés albanaises en Macédoine (FYROM) et au Monténégro continue de susciter l'intérêt de l'UE dans le contexte de la stabilité régionale.

Ceci étant dit, la question qui s'impose est : les Balkans occidentaux sont-ils « un monde sans fin » ou y a-t-il une lumière au bout du tunnel? Mais, mis à part les défauts des Balkans occidentaux, les graves problèmes qui tourmentent l'UE elle-même, rendent la situation bien plus complexe. Les Balkans de l'Ouest ont achevé l'année 2010 sous la lumière des projecteurs. Une série de bonnes nouvelles a démontré que les ex-Etats yougoslaves ont réussi à rompre partiellement avec leur passé. Ainsi, la levée des visas pour la libre circulation dans l'espace Schengen pour les ressortissants de Bosnie-Herzégovine et d'Albanie à la fin de 2010 a représenté une victoire. Désormais, tous les ressortissants des Balkans de l'Ouest peuvent voyager librement en Europe malgré des craintes exprimées par certains Etats vétérans de voir une telle mesure augmenter l'immigration illégale[3]. D'un point de vue économique, la coopération régionale et les investissements étrangers ont augmenté et la région a maintenu à un niveau élevé son potentiel économique de développement malgré la crise financière globale[4].

Aussi, l'arrestation après plus de quinze ans de cavale de l'ex leader militaire des Serbes de Bosnie, Ratko Mladic, inculpé de génocide par la justice internationale notamment pour le massacre de Srebrenica, place Belgrade dans une meilleure lumière aux yeux de Bruxelles.

Mais les Balkans de l'Ouest sont surtout restés dans le viseur de la presse et de la communauté politique internationale pour des informations pas tellement valorisantes, liées notamment à la corruption et au crime organisé. Début décembre 2010, l'ex-Premier ministre croate, Ivo Sanader, a été arrêté en Autriche alors qu'il tentait de fuir la justice de son pays qui l'accusait de trafic d'influence et de corruption durant ses fonctions. Son arrestation a été accueillie comme étant une « bonne nouvelle », permettant d'accélérer l'adhésion de la Croatie à l'UE. Cependant, il ne faut pas oublier que Sanader a été l'artisan de l'ouverture du chemin européen pour son pays et du début des négociations d'adhésion à l'automne 2005 après que son gouvernement eut contribué à l'arrestation du fugitif Ante Gotovina, recherché par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), pour crimes de guerre commis contre des

BDD-A2338 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 05:06:27 UTC)

Serbes à la fin de la guerre de 1991-1995. Cette démarche avait été applaudie par Bruxelles et le TPIY alors qu'à l'époque le pays était en proie à la même corruption qu'on dénonce aujourd'hui.

Une autre information qui a fait le tour du monde, toujours en décembre 2010, porte sur l'implication présumée du Premier ministre kosovar, Hashim Thaci, dans une affaire de trafic illégal d'organes et d'autres actes liés au crime organisé, à l'époque où il dirigeait l'UCK (l'Armée de libération du Kosovo), selon un rapport du Conseil de l'Europe (CoE). Le rapport met en cause également l'Albanie voisine, mais aussi des organisations et des personnalités internationales ayant soutenu l'indépendance du Kosovo et qui aurait été au courant de ces actions criminelles. Pour sa part, le Kosovo ainsi que certains pays le soutenant ont vivement démenti les accusations contenues dans le rapport du CoE. Reste que dans le nouvel Etat autoproclamé, le crime organisé et la corruption en général sont des fléaux de longue date[5].

De son côté, l'UE reste particulièrement circonspecte quant au rapport du CoE et manifeste sa vive inquiétude quant à l'avenir des discussions entre la Serbie et le Kosovo ainsi que pour leur avenir européen en général.

Aux mauvaises nouvelles en provenance des Balkans de l'Ouest s'ajoute la démission du Premier ministre monténégrin Milo Djukanovic après 20 ans à la tête des affaires du pays, décision entourée d'accusations de corruption et d'implication dans le crime organisé.

La question qui se pose est de comprendre ce que toutes ces nouvelles représentent pour l'UE : s'agit-t-il d'un nouveau début ou de révélations sur un passé qui risque de compliquer son élargissement dans la région ?

Pour la Croatie, les choses sont désormais claires. Entamées en 2005, la Croatie a achevé le 30 juin ses négociations d'adhésion à l'UE et devrait devenir le 28e membre du bloc européen le 1er juillet 2013. Ainsi, la Croatie représentera un modèle complexe à suivre pour les autres candidats de la région. Cet Etat rassemble les aspirations des autres pays des Balkans de l'Ouest et son échec ou son succès va marquer l'ensemble de la région. L'intégration dans l'UE représente ainsi la chance d'une réconciliation historique et d'une paix solide.

Pour ce qui est du reste de la région, l'évolution demeure pour l'instant incertaine. Le Traité de Lisbonne protège l'Union d'un élargissement précipité et pour les Balkans de l'Ouest une telle approche n'est pas forcément encourageante. L'impossibilité d'établir une date claire d'adhésion (comme dans le cas de la Roumanie et de la Bulgarie) rend le rythme des réformes lent et démotivant. Pour parer à cette situation, il est absolument nécessaire d'offrir une feuille de route claire pour chaque candidat.

Les Balkans de l'Ouest restent un défi pour l'UE. Géographiquement ils se trouvent au centre de l'Europe et non à la périphérie et leur instabilité affecte directement l'Union. L'intégration des Balkans de l'Ouest peut représenter une garantie de sécurité et de stabilité. Elle peut garantir la mise à l'écart du nationalisme et l'ancrage de la réconciliation nationale. Pour y aboutir, il faut impérativement clarifier les scandales liés au crime organisé et à la corruption qui ont secoué la région ces derniers temps.

BDD-A2338 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 05:06:27 UTC)

Aujourd'hui encore, certains aspects intimes de la démocratisation des Etats de la région restent enveloppés dans le mystère entourant les conflits des années 1990. Le manque de prédictibilité flagrant de la région reste un point négatif pour le parcours européen des pays candidats.

Reste à voir quelle attitude va adopter la Croatie une fois intégrée par rapport à ses voisins, et surtout par rapport à la Serbie, pour pouvoir faire une prévision quant au chemin que cette région va suivre et pour déceler si elle a appris les leçons de son passé récent.

Bibliographie

Glenny, M., *The Balkans: Nationalism, War & the Great Powers, 1804-1999*, Granta, 2000.

Holbrooke, R., *Bosnia: To End a War*, Random House Inc., 1999.

Ignatieff, M., *Blood and Belonging: Journeys Into the New Nationalism*, BBC Books, 1993.

Judah, T., *The Serbs: History, Myth and the Destruction of Yugoslavia*, Yale Nota Bene, 2000.

Judah, T., « Failed Balkans Summitry Shan't! Serbia ruins an attempt at Western Balkan unit », dans *The Economist Online*, 21 mars, 2010.

Judah, T., « Vojvodina Struggles to Make Sense of New Autonomy, Novi Sad, Vrsac, Gudurica, Alibunar, Subotica, Zrenjanin, Backa Topola », dans *BalkanInsight.com*, 31 mars, 2010.

Puscas, V., Salagean, M., *Romania si Uniunea Europeana Post Tratatul de la Lisabona*, Eikon, 2010.

Puscas, V., *Managing Global Interdependencies*, Eikon, 2010.

European Security and Defence Assembly, Assembly of Western European Union, « The EU and the Western Balkans », *Document A/2066*, juin 16, 2010.

« Patching things up. Serbia tries to repair its local relationships », dans *The Economist print edition*, 31 mars, 2010.

Notes

[1] Cette recherche a été financée par le Programme Opérationnel Sectoriel pour le Développement des Ressources Humaines 2007-2013 et cofinancée par le Fond Social Européen dans le cadre du projet de recherche POSDRU/89/1.5/S/61104 *Les sciences sociales et humaines dans le contexte de l'évolution globalisée - déroulement et développement du programme d'études et de recherche postdoctorale*.

[2] L'idée du titre de cet article vient du roman *Un monde sans fin*, une suite des *Pilliers de la Terre* de Ken Follet qui traite de la construction d'une cathédrale à la moitié du 12è siècle en Angleterre. L'intrigue se passe dans la même ville et se poursuit deux cent ans après. Le roman raconte la manière dont les vies des descendants des héros originaux sont influencées par les faits de leurs ancêtres.

[3] « Parliament clears visa-free travel for Albanians, Bosnians », http://www.euractiv.com/en/enlargement/parliament-clears-visa-free-travel-albanians-bosnians-news-498598, dans *Euractiv.com*, octobre 2010.

[4] « Put the Western Balkans at the top of your investment list – as regional cooperation and business opportunities expand together », dans *EXCHANGE*, decembre 2010.

[5] Montgomery, M., « Q&A: Dick Marty, Council of Europe special rapporteur », Center for Investigative Reporting, 24 janvier, 2011, http://centerforinvestigativereporting.org/articles/qampadickmartycouncilofeuropespecialrapporteur

BDD-A2338 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.42 (2026-11-16 05:06:27 UTC)